

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
14 rue Antoine Durrenne  
55013 BAR LE DUC

Bar le Duc, le 27/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **RHOVYL**

ZI de Rhovyl  
55310 TRONVILLE EN BARROIS

Références : 200/Pad-2022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2022 dans l'établissement RHOVYL implanté ZI de Rhovyl 55310 TRONVILLE EN BARROIS. L'inspection a été annoncée le 17/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à une plainte du 9 mai 2022 émise par un employé de l'entreprise et indiquant des constats de non respect des règles de conditions de travail et de protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RHOVYL
- ZI de Rhovyl 55310 TRONVILLE EN BARROIS
- Code AIOT dans GUN : 0006200921
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société RHOVYL exploite une usine de fabrication et filature de fibres synthétiques sur le territoire de la commune de TRONVILLE EN BARROIS. Elle est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 30 mars 1992 modifié en particulier par l'arrêté préfectoral 2010-2365 du 9 novembre 2010.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les constats opérés lors de la visite n'ont pas mis en évidence les manquements indiqués dans le courrier de plainte. La visite ne peut être exhaustive mais il a été notamment constaté que l'eau des piscines était claire et que les dispositifs de rétention des produits dangereux contrôlés étaient vides et aucune fuite n'a été identifiée sur les équipements inspectés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 09/11/2010, article 3.2.4.	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 09/11/2010, article 3.2.5	/	Sans objet
Rejets aqueux	AP Complémentaire du 09/11/2018, article 4.3.11	/	Sans objet
Refroidissement des installations	AP Complémentaire du 09/11/2010, article 4.3.11	/	Sans objet
Dispositif de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a confirmé que l'eau des piscines, dans lesquelles sont implantées les cuves de stockage de CS<sub>2</sub>, est susceptible de devenir blanchâtre lors des opérations de dépotage. Les piscines sont alimentées en eau, en continu ; les eaux circulantes sont rejetées vers le milieu naturel.

L'inspection demande par conséquent à l'exploitant de procéder à un contrôle des eaux rejetées (mesure notamment de la présence de CS<sub>2</sub>) lors d'une opération de dépotage et à un contrôle de l'eau des piscines, en particulier au fond (le CS<sub>2</sub> étant plus lourd que l'eau) visant à démontrer l'absence de CS<sub>2</sub> hors cuve de stockage.

Il a également été mis en évidence que les eaux industrielles sont utilisées pour une part importante en vue du refroidissement (piscine, condenseur, tuyauterie). Une étude d'identification des consommations d'eau et de mise en circuit fermé des eaux de refroidissement est demandée à l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/11/2010, article 3.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets de COV
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites d'émission applicables aux rejets atmosphériques de COV non collectés vers le biofiltre. Concentration maximale : 110 mg/Nm <sup>3</sup> Flux horaire sur 24h : 2000 g/h
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait procéder à un contrôle de ses rejets atmosphériques en octobre 2021 sur les trois points de rejet suivants :  Filtre mur : Concentration = 0 mg/m <sup>3</sup> : Flux = 0,004 kg/h Aspiration sous filtre : Concentration = 0 mg/m <sup>3</sup> : Flux = 0,003 kg/h Décanteur DA : Concentration = 8 mg/m <sup>3</sup> : Flux = 0,009 kg/h
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/11/2010, article 3.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites d'émissions applicables aux rejets atmosphériques en sortie de biofiltre. Concentration maximale : 110 mg/Nm <sup>3</sup> Flux horaire : 7700 g/h
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait procéder à un contrôle de ses rejets atmosphériques issus du biofiltre en octobre 2021. La concentration en COV respecte la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral (41 mg/Nm <sup>3</sup> ). Toutefois le bureau d'étude ne mesure pas le flux, en effet le biofiltre, ne disposant pas de conduit de rejet, n'est pas adapté pour procéder à des mesures normalisées de vitesse et de débit de rejet atmosphérique. Le débit en entrée de filtre est mesuré et est de 60600 m <sup>3</sup> /h, aussi l'inspection estime le flux de COV/m <sup>3</sup> rejeté à 2,48kg/h ce qui est nettement inférieur à la valeur limite imposée.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/11/2018, article 4.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires de l'usine B avant rejet dans la rivière ORNAIN. Les eaux industrielles de lavage et de sécurité provenant de l'usine B doivent respecter les valeurs limites suivantes en sortie de la grande fosse de 347 m <sup>3</sup> et avant rejet dans la rivière Ornain.
<b>Constats :</b> Il a été constaté que les eaux sont collectées dans la grande fosse, équipée d'un préleveur automatique sur le point de rejet. L'exploitant procède à un contrôle journalier des paramètres suivants, débit, DCO, DBO <sub>5</sub> , MEST et pH. Les concentrations et flux mesurés respectent les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral. Trimestriellement, un contrôle par un bureau d'étude est réalisé. Le dernier, en date du 23 mars 2022, confirme les valeurs, très faibles, mesurées en autocontrôle. Les autres polluants mesurés respectent également les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral.  Concernant la plainte émise, il était indiqué une pollution des piscines. Celle-ci est due, selon l'exploitant, aux phases de remplissage des cuves de CS <sub>2</sub> , immergées et ouvertes dans la piscine, elle reste semble-t-il très ponctuelle. Il peut être craint que du CS <sub>2</sub> , plus lourd que l'eau, se dépose en fond de piscine, hors de la cuve.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de procéder à un contrôle des eaux rejetées (mesure notamment de la présence de CS <sub>2</sub> ) lors d'une opération de dépotage et à des analyses de la présence de CS <sub>2</sub> en fond de chacune des piscines disposant d'un stockage contenant du CS <sub>2</sub> et dont la cuve est ouverte. Ces analyses sont à transmettre dans un délai de deux mois pour le fond de cuve et dès le prochain dépotage de CS <sub>2</sub> pour l'analyse des eaux rejetées. En cas de présence de présence de CS <sub>2</sub> , l'exploitant procédera à un nettoyage du fond de la piscine et en informera l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite détectée
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Refroidissement des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/11/2010, article 4.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux industrielles de l'usine B issues du parc à solvants, du filage, du vernissage et de l'atelier filaire sont mélangées avec les eaux pluviales de toiture
<b>Constats :</b> Les eaux de l'usine B, la seule partie de l'usine restant en activité et utilisant de l'eau industrielle, sont décrites par cet article de l'arrêté préfectoral (parc à solvants, du filage, du vernissage et de l'atelier filaire). Lors de la visite il est apparu que les eaux sont essentiellement utilisées à des fins de refroidissement, pour au moins trois destinations : <ul style="list-style-type: none"><li>- Refroidissement des tuyauteries d'évacuation des différentes cuves de stockage dont l'acétone</li><li>- Circulation d'eau dans les piscines contenant les cuves de stockages</li><li>- Réfrigération des rejets atmosphériques du mélangeur pour condenser les vapeurs</li></ul> Ces eaux sont rejetées directement vers l'Ornain après passage par un séparateur d'hydrocarbures. Le suivi des consommations présenté en visite montre des rejets journaliers sur la période février à mai 2022, de 40 à 1220 m3, généralement entre 100 et 200 m3. Ces eaux sont prélevées dans la nappe d'accompagnement de l'Ornain par un forage.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de réaliser une étude technico-économique comprenant une description de chacun des points de consommation d'eau et les moyens de fonctionnement en circuit fermé ou de mise en place de moyen alternatif (calorifugeage sur les conduites par exemple). Cette étude est à remettre à Mme le Préfet de Meuse dans un délai de trois mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositif de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;  50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.
<b>Constats :</b> Le contenu de la plainte indiquait des fuites d'huile, de solvant et de produits toxiques. Lors de la visite, qui ne peut s'avérer exhaustive, aucune fuite de produit n'a été relevée. Les rétentions étaient propres et vides sur l'ensemble des stockages contrôlés.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet